

Zeitschrift: Obstetrica : das Hebammenfachmagazin = Obstetrica : la revue spécialisée des sages-femmes
Herausgeber: Schweizerischer Hebammenverband
Band: 119 (2021)
Heft: 1-2

Artikel: "Peut-être faut-il un effondrement pour que quelque chose se passe"
Autor: Azer, Miryam / Lüthi, Urs / Taillens, Françoise
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-976823>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.06.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«Peut-être faut-il un effondrement pour que quelque chose se passe»

2020, désignée Année internationale du personnel infirmier et des sages-femmes par l'Organisation mondiale de la santé, a été bouleversée par la survenue de la pandémie de Covid-19. Sophie Ley et Barbara Stocker Kalberer, présidentes des deux organisations suisses de ces professions, reviennent dans cet entretien sur le rôle primordial des infirmier·ère·s et des sages-femmes au sein des systèmes de santé suisse et mondiaux, et relaient leurs attentes et revendications actuelles.

PROPOS RECUEILLIS PAR: MIRYAM AZER, RÉDACTRICE D'*OBSTETRICA*, URS LÜTHI ET FRANÇOISE TAILLENS, RÉDACTEUR ET RÉDACTRICE DE *KRANKENPFLEGE* / SOINS INFIRMIERS

Année internationale des sages-femmes et du personnel infirmier

Obstetrica / Soins infirmiers: Qu'attendiez-vous de l'Année internationale des infirmières et des sages-femmes?

Sophie Ley: Pour l'Association suisse des infirmiers et infirmières (ASI), 2020 devait être une année de célébrations, de mise en évidence de manière festive dans les médias et auprès de la population de nos deux professions, de nos compétences et de notre rôle dans la santé.

Barbara Stocker Kalberer: C'est aussi ce que j'attendais. A la Fédération suisse des sages-femmes (FSSF) également, la pandémie a complètement terni les festivités et les célébrations prévues pour cette année. Mais, sur le plan international, surtout dans les réseaux sociaux, une grande solidarité était palpable, ce que j'ai trouvé exaltant et touchant. C'est la première fois que j'ai eu le sentiment de faire partie d'une grande famille internationale.

Pouvez-vous donner des exemples?

Barbara Stocker Kalberer: Par exemple, lors d'une conférence *after work* de la *Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften*, j'ai fait la connaissance de Frances McConville,

responsable des sages-femmes à l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Elle nous a vivement encouragées à mettre en place une *Chief Midwifery Officer* (sage-femme administratrice en chef) en Suisse.

Sophie Ley: Nous étions en train d'organiser notre congrès annuel au cours duquel nous voulions honorer publiquement deux personnalités-phare de notre profession: Rosette Poletti et Sœur Liliane Juchli, nos deux figures de proue au niveau suisse. Nous avions prévu plusieurs actions médiatiques dans les régions, dans les sections ainsi que des discussions en colloque avec le Conseil international des infirmières et des actions avec les étudiant·e·s en lien avec le leadership. Tout cela a été annulé ou reporté.

Et qu'avez-vous fait à la place?

Sophie Ley: Nous nous sommes mobilisées pour organiser en un temps record un webinar pour le 12 mai, la Journée internationale des infirmières. Il a été suivi par 300 infirmières et infirmiers. Toutes les grandes associations infirmières suisses y ont pris la parole. Nous avons modélisé des collaborations au sein du Réseau Soins infir-

miers, qui regroupe les directrices de soins et les chercheur·euse·s en soins infirmiers. Ensemble nous nous sommes rendues chez le conseiller fédéral Alain Berset pour lui exposer notre demande d'introduire la fonction d'infirmière administratrice en chef au niveau fédéral.

J'ai eu de nombreuses occasions de représenter les soins infirmiers dans des webinars au niveau suisse. J'ai également participé à une grande conférence virtuelle avec le Secrétariat international des infirmières et infirmiers de l'espace francophone où nous avons parlé du leadership infirmier et de la position des soins infirmiers aujourd'hui dans le monde de la santé. Et nous avons remis en septembre un *Award* à Rosette Poletti pour l'ensemble de sa carrière, dans un cadre plus privé, chez elle, en présence de sa famille. Nous avons également prévu de remettre ce prix à Liliane Juchli qui malheureusement est décédée du Covid fin novembre dernier.

Barbara Stocker Kalberer: Sur invitation de la Confédération internationale des sages-femmes (ICM) et de l'OMS, j'ai pu participer à un webinaire auquel 500 personnes du monde entier étaient connectées. J'ai beaucoup apprécié y apporter une contribution de la Suisse. Au lieu du Congrès de l'ICM à Bali, il y a eu des séances Zoom. Pour le 5 mai, Journée internationale des sages-femmes, nous avions comme toujours planifié avec nos sections des événements publics et des actions de stand, mais, malheureusement, tout a été annulé en raison de la pandémie. Le nouveau podcast de la FSSF *Herztöne* (Battements de cœur) est cependant un bon média pour faire connaître la profession de sage-femme à un plus large public.

Comment le COVID-19 a-t-il changé cette année?

Sophie Ley: Le COVID-19 a pris toute la place. Nous n'imaginions pas que les infirmier·ère·s seraient mis·es en évidence dans les médias, avec les autres professions de la santé, à cause d'un virus.

Quelles ont été les conséquences pour les sages-femmes?

Barbara Stocker Kalberer: Certaines femmes ont été froidement renvoyées chez elles peu après la naissance, afin de soulager les hôpitaux. Dans les cellules de crise, personne ne s'est soucié des soins périnataux. Personne n'a pensé aux conséquences de ces

sorties précoces des hôpitaux, ni ne s'est demandé si les sages-femmes indépendantes seraient en mesure d'absorber cette charge de soins supplémentaire.

Sans compter la grande insécurité due au manque de matériel de protection. En ce qui

«Nous nous sommes rendues chez le conseiller fédéral Alain Berset pour lui exposer notre demande d'introduire la fonction d'infirmière administratrice en chef au niveau fédéral.»

SOPHIE LEY

concerne les femmes testées positives, les cellules de crise ne nous ont pas du tout demandé si nous étions équipées pour pouvoir assurer leur suivi à leur domicile. Pourtant, il était important pour nous de pouvoir maintenir nos soins. Car de nombreux centres de consultation parents-enfants étaient fermés durant le confinement et les cabinets de pé-

diatrie et ceux de gynécologie ne disposaient plus que d'une offre réduite. Nous étions parfois les seul·e·s qu'on pouvait joindre régulièrement. Un point très positif a été que l'ASI a permis aux sages-femmes de disposer d'une partie du don de l'Equipe nationale de football pour du matériel de protection. Nous l'en remercions!

Avez-vous constaté des conséquences négatives pour les femmes?

Barbara Stocker Kalberer: Toute l'organisation autour de la naissance a été chamboulée. Comme les grands-parents étaient isolés, des problèmes sont apparus dans la prise en charge des frères et sœurs plus âgés ou des accouchées. A l'hôpital, la pandémie a aussi eu pour effet de bouleverser grandement les femmes en raison du droit de visite limité de leur conjoint. En outre, les familles ont été mises sous pression par le télétravail et la fermeture des écoles. Peut-être qu'à un moment donné une étude sera faite pour savoir si les dépressions postnatales ont augmenté et comment ça s'est passé pour les femmes enceintes et les accouchées. Mais pour l'instant on ne dispose pas encore des chiffres exacts.

Sophie Ley: Je m'inquiète aussi des conséquences sur la population suite aux décisions prises pour la protéger du Covid-19. Nous, les infirmières et infirmiers, voyons déjà des répercussions dans la souffrance des personnes plus fragiles. Avec le semi-confinement, elles se sont retrouvées à l'écart, ont



Enregistrement du premier épisode du podcast FSSF Battements du cœur: Barbara Stocker Kalberer avec la journaliste Rebekka Haefeli (à gauche).

eu des difficultés à avoir des liens et des relations normales. Nous constatons aussi une augmentation de la maltraitance et des appels au 143. Nous n'avons pas encore identifié aujourd'hui l'ampleur de ces répercussions. Elles risquent d'avoir des impacts délétères sur les générations futures. En tant qu'infirmier·ère·s, nous devons être attentif·ve·s afin de pointer les difficultés qui pourraient survenir dans la population en général et être des forces de proposition.

Vos propos se réfèrent au rôle infirmier de lutter contre la pauvreté. On sait que cette pandémie a fait augmenter les inégalités sociales ...

Sophie Ley: Oui, une des responsabilités infirmières, c'est aussi d'être le porte-parole des patient·e·s. Nous avons quelque-chose à dire de ce que nous observons en matière de difficultés et de souffrance. Nous devons être attentif·ve·s et le signaler. Et proposer des mesures pour que les situations ne se répètent pas ni ne se reproduisent.

Vous voulez le signaler aux décideurs politiques?

Sophie Ley: Oui, je pense qu'il faut le faire. Nous avons aussi une grande responsabilité dans la formation de base et continue des infirmier·ère·s pour augmenter leurs compétences dans ces domaines.

Sans le COVID-19, le personnel infirmier n'aurait pas été autant médiatisé?

Sophie Ley: Effectivement, les médias ont montré à quel point nous avons besoin du personnel infirmier diplômé compétent et en nombre suffisant. Nous avons aussi été beaucoup médiatisés par notre mouvement politique concernant l'initiative sur les soins infirmiers, mais c'est vrai, sans le Covid-19, nous ne serions intervenues ni à Forum, sur la radio romande, ni à 10 vor 10, à la télévision alémanique. Une chose est claire aujourd'hui: sans nos professions d'infirmier·ère·s, de sages-femmes, d'assistant·e·s en soins et santé communautaire, d'aides-soignant·e·s, notre monde de la santé ne fonctionnerait pas. Ce serait une catastrophe.

Cette attention médiatique a-t-elle un effet positif?

Barbara Stocker Kalberer: Le fait que les médias s'emparent du sujet a certainement un effet positif. Toutefois, je doute que cet

effet soit durable. En tant que Fédération, nous avons été pris·e·s de court par la première vague. Le fait qu'au début de la pandémie aucun des cantons ne s'est assuré que les sages-femmes reçoivent du matériel de protection a été choquant pour moi en tant que présidente. C'est pourquoi nous avons contacté les médias et aussi essayé de trouver, avec les assureurs-maladie et l'Office fédéral de la santé publique, des solutions rapides pour l'assistance par téléphone ou par vidéoconférence. Pour moi, les autorités ont travaillé trop lentement. Dans cette deuxième vague, nous nous dirigeons à nouveau vers un état d'urgence.

Quel a été l'effet de cette année sur les autorités et sur la politique?

Barbara Stocker Kalberer: Minimale, d'où ma grande déception. Par une étrange coïncidence, en cette Année internationale du personnel infirmier et des sages-femmes, nous sommes confronté·e·s à une pandémie et on exige de nous que nous fassions de notre mieux. Nous n'aurions pas pu mieux montrer notre valeur systémique et notre importance. Les remerciements ont eu lieu sous forme d'applaudissements, mais ça n'a pas été plus loin. J'aurais souhaité qu'il y ait un remerciement officiel, en reconnaissance de ce que les sages-femmes et tout le personnel de santé ont fait. Certains politiciens et politiciennes ont trouvé cynique que les professionnel·le·s de la santé organisent fin octobre une semaine d'actions pour signaler



Sophie Ley (à gauche) remet le «Life Time Award» à Rosette Poletti pour plus de 60 ans d'engagement au service des soins.

l'urgence dans laquelle se trouvent nos professions. Peut-être faut-il un effondrement pour que tout le monde se réveille et que quelque chose se passe.

Sophie Ley: Nous voyons bien que les politicien·ne·s ne nous suivent pas et n'entendent pas les difficultés que nous avons aujourd'hui. C'est comme s'il était normal d'être soignant·e, normal de soigner, normal de vivre une situation difficile, normal d'assurer des soins de qualité et des soins sécuritaires dans cette pandémie. Mais l'investissement des soignant·e·s dans tous les lieux de soins et leur engagement sont immenses, et la politique fait fi de cela. Cela ne sert à rien de parler des lits disponibles et du matériel à disposition mais pas du personnel: il faut du personnel compétent pour soigner, utiliser le matériel, assurer la sécurité et la qualité.

La semaine de protestation organisée fin octobre par l'Alliance pour les professions de la santé a tiré la sonnette d'alarme ...

Sophie Ley: Ces protestations partout en Suisse ont été vraiment nécessaires parce qu'il faut du personnel en suffisance, des conditions de travail de qualité pour qu'il reste dans la profession – l'ASI le répète depuis des années. Nous devons le dire encore plus fort. Les soignant·e·s quittent la profession ou sont de plus en plus fatigué·e·s et impacté·e·s par la population atteinte du COVID-19. Que fera-t-on lorsqu'il n'y aura plus de soignant·e·s dans les institutions,

dans les EMS, dans les soins à domicile?

Barbara Stocker Kalberer: Il est réjouissant que les associations et les syndicats aient collaboré si étroitement durant cette semaine de protestation fin octobre, et c'est aussi la première fois. Le fait que l'ASI ait pu rallier les grands syndicats à cette semaine d'action est très positif.

Ne craignez-vous pas que les syndicats prennent les membres de vos organisations?

Barbara Stocker Kalberer: Non. Les syndicats défendent les intérêts des personnes salariées. Dans les hôpitaux, les sages-femmes et le personnel infirmier sont placés dans les mêmes classes salariales et dépendent du service des soins. C'est pourquoi il est très logique de s'engager avec l'ASI et les syndicats pour soutenir les revendications des sages-femmes salariées.

Sophie Ley: L'ASI a été le moteur de l'Alliance. Elle doit être avec les syndicats, car il faut que ce soit nous, les infirmier·ère·s, qui parlions de notre profession, de la situation dans les hôpitaux, des difficultés dans les soins et de nos souffrances actuelles. Nous incarnons l'esprit des soins dans les prises de parole. Nous pouvons apporter des éléments pertinents et médiatiquement importants par rapport aux difficultés dans les soins. Je pense que nous devons prendre une place syndicaliste mais pour parler de notre propre profession. C'est fini l'époque où c'étaient les autres qui parlaient de notre profession, qui savaient ce qui était bon pour nous.

Les différentes professions – infirmier·ère·s, sages-femmes, médecins – ne devraient-elles pas lutter davantage ensemble?

Sophie Ley: Durant la première vague de la pandémie, l'ASI a beaucoup travaillé avec ses partenaires syndicaux, notamment avec l'Union syndicale suisse, le Syndicat des services publics, l'Association suisse des médecins assistants et chefs de clinique, Travail Suisse et le syndicat Syna, pour assurer le respect de la loi sur le travail. Nous avons envoyé des lettres conjointes aux autorités pour défendre nos conditions de travail. On pourrait collaborer encore davantage par exemple pour que les consultations par téléphone et visioconférences soient remboursées. C'est évident, ensemble nous sommes plus fort·e·s.

Barbara Stocker Kalberer: La Société suisse de Gynécologie et d'Obstétrique nous

a soutenu·e·s dans nos demandes de matériel de protection. En collaboration avec l'ASI, nous avons écrit une lettre au Conseil fédéral pour demander une meilleure pro-

wifery Officer et d'une Chief Nurse Officer. La crise a montré que nous en avons vraiment besoin. Nos groupes professionnels ont une telle importance que nous devrions aussi

«Nos groupes professionnels ont une telle importance que nous devrions être plus présent·e·s à l'Office fédéral de la Santé publique.»

BARBARA STOCKER KALBERER

tection des femmes enceintes dans les professions de la santé. Plus nous agissons ensemble, plus notre voix sera entendue.

2021 a été déclarée par l'OMS *International Year of Health and Care Workers* (Année internationale des travailleur·euse·s de la santé et des soins). Quels objectifs allez-vous poursuivre?

Barbara Stocker Kalberer: Nous devons en dire plus sur notre travail et le rendre plus réel, dans la population, chez les politiciens et politiciennes et auprès des autorités. J'aimerais que nous abordions plus de sujets avec l'ASI, par exemple concernant la demande visant l'instauration d'une *Chief Mid-*

être plus présent·e·s à l'Office fédéral de la Santé publique. C'est donc directement à sa nouvelle directrice, Anne Lévy, que nous devons adresser cette demande.

Sophie Ley: Nos buts n'ont pas changé: porter en avant nos revendications qui se trouvent dans l'initiative sur les soins infirmiers. Le COVID-19 a montré que nous avons raison. Nous pourrions envisager une action médiatique commune au niveau suisse avec les sages-femmes, nous avons des problématiques communes, par exemple la tarification des téléconsultations. ☺

Cet entretien est également publié dans le numéro 1/2021 de *Soins infirmiers*.

ENTRETIEN AVEC



Barbara Stocker Kalberer, présidente de la Fédération suisse des sages-femmes.



Sophie Ley, présidente de l'Association suisse des infirmiers et infirmières.